

Le prêt



La loi ne donne pas de définition du prêt : l'article **1874 C.civil** opère la distinction entre le **prêt à usage** (sur les choses qu'on peut user sans détruire) et **de consommation** (sur les choses qui se consomment du fait de leur usage).

La jurisprudence et la doctrine ont donc défini le prêt comme le **contrat passé entre un prêteur, qui met à disposition un bien qui lui appartient à un bénéficiaire, qui en disposera le temps convenu, à charge pour lui de le restituer ensuite.**

Le prêt est un contrat à titre gratuit : il n'y a pas nécessairement de contrepartie à l'avantage consenti.



Le prêt à usage

Il porte sur une chose **non consommable**, qui n'a pas vocation à périr par son usage.

Ex : prêt d'une tondeuse électrique.

1875 C.civil : permet la mise à disposition du bien à l'emprunteur pour qu'il l'utilise.

- L'emprunteur n'a pas de droit réel sur ce bien, il a un simple droit d'usage
- Il n'y a **pas de transfert de propriété**, le bien reste dans le patrimoine du prêteur qui n'est pas appauvri par le prêt (**Civ 1, 11 oct. 2017, n° 16-21.419**)

Le prêt de consommation

1892 C.civil : le prêteur prête une quantité de **choses consommables** (dont l'usage entraîne la disparition), à charge pour l'emprunteur de les rendre en même qualité et quantité. Ex : prêt d'argent.

Étant donné que la chose prêtée disparaît par son usage, le prêt de consommation entraîne un **double transfert de propriété** :

1. **Du prêteur à l'emprunteur** : l'emprunteur va alors consommer la chose prêtée (ex : dépenser l'argent prêté).
2. **De l'emprunteur au prêteur** : l'emprunteur va transférer une chose nouvelle de qualité et quantité équivalentes (ex : rembourser la somme d'argent prêtée).



LE PRÊT À USAGE

Conditions

- Il doit porter sur une **chose non consommable**, à défaut il s'agit d'un prêt de consommation. Cela peut être un meuble / immeuble, corporel / incorporel.
- **1876 C.civil** : le prêt est un **contrat gratuit** : le prêteur n'a pas de contrepartie de la part de l'emprunteur, qui doit simplement restituer le bien en l'état.
- Le prêt à usage est un **acte d'administration** : il ne requiert pas de formalités spécifiques autres que les règles du droit commun des contrats.
- Le prêt à usage est un **contrat réel** : il est formé par la remise de la chose, il n'a pas de condition de forme particulière. La promesse de prêt n'entraîne donc pas l'exécution forcée, l'emprunteur ne peut que demander des dommages-intérêts.

*Un écrit est conseillé pour des questions de preuve : **1359 C.civil** exige un écrit pour les actes d'un montant de + 1500 €.*



Effets

Pour l'emprunteur

- Il doit **user raisonnablement** et **conserver la chose** : **1880 C.civil** : selon l'usage prévu par le contrat, à défaut, il s'expose à des dommages-intérêts.

L'obligation de conservation est une obligation de moyens : l'emprunteur n'est pas tenu de la détérioration normale de la chose, il doit simplement mettre tous les moyens en œuvre pour éviter une détérioration anormale.

1886 C.civil : les dépenses d'entretien ne peuvent justifier une demande de remboursement au prêteur, l'emprunteur en est tenu.

- **Restituer la chose** : rendre le bien, ses accessoires et ses fruits (profits en résultant). La restitution a lieu :
 - Pour un prêt à durée déterminée : à la fin du terme, le prêteur ne peut demander la restitution avant sauf besoin urgent (**1888 et 1898 C.civil**).
 - Pour un prêt à durée indéterminée : la jurisprudence dit désormais que le prêteur peut la demander à tout moment dès lors qu'il respecte un préavis suffisant.

Pour le prêteur

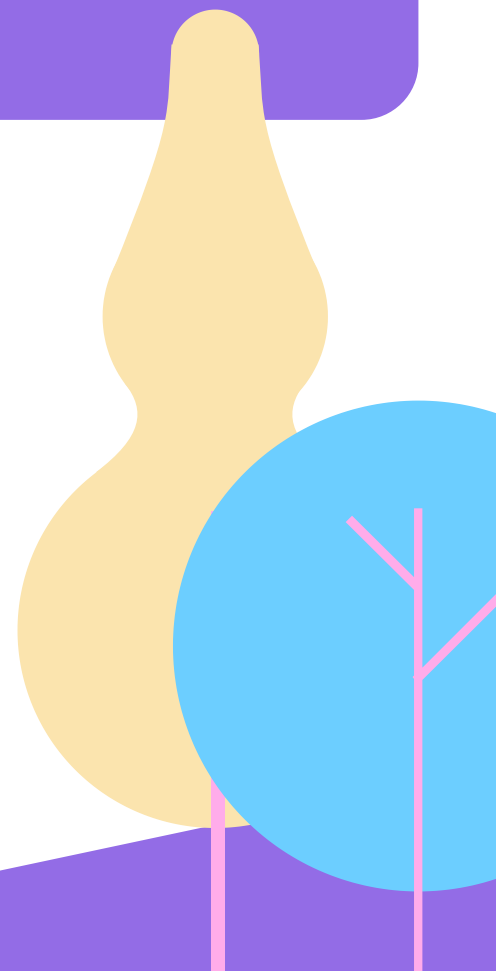
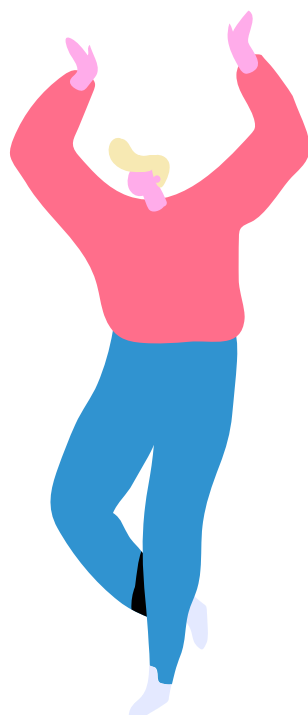
- Il doit **mettre la chose à disposition**
- **1890 C.civil** : **rembourser** les dépenses extraordinaires (non courantes, urgentes ET indispensables pour l'usage de la chose)
- **1891 C.civil** : **réparer** la chose à raison des vices cachés (ceux que l'emprunteur doit ignorer, qui sont cachés ET connus du prêteur).

LE PRÊT DE CONSOMMATION

Conditions

On constate 2 transferts de propriété. **1893 C.civil** : l'emprunteur doit rendre l'équivalent lors du second transfert.

- Les corps certains ne peuvent pas faire l'objet d'un prêt de consommation (ex : animaux, immeubles).
- **1905 C.civil** : le prêt de consommation **peut être à titre onéreux** : le prêteur peut demander une contrepartie à l'emprunteur autre que la restitution (ex : intérêts).
- Le prêt de consommation **peut être consensuel** : il peut requérir un écrit d'un certain formalisme. L'exécution forcée du prêt de consommation est possible.
- Le prêt de consommation est un **acte de disposition** : le prêteur doit être le propriétaire de la chose. De plus, un formalisme particulier est requis.



Effets

Pour l'emprunteur

- **La restitution** : **1902 C.civil** : restitution d'un bien de même qualité et quantité. **1903 C.civil** : restitution même si la chose est perdue. Cela s'explique par le fait que le transfert de propriété a eu lieu, et que l'emprunteur est responsable des risques. La restitution a lieu :
 - Pour un prêt à durée déterminée : à l'arrivée du terme.
 - Pour un prêt à durée indéterminée : à la demande du prêteur dans un délai de préavis raisonnable.
- **Le paiement du prix** : paiement des intérêts, légaux ou conventionnels (**1907 C.civil**).

Cas de la caducité : il s'agit de la disparition d'un élément essentiel du contrat, qui entraîne la disparition rétroactive de celui-ci.

- **Civ 1, 10 sept. 2015, n° 14- 17.772** : le prêt conclu pour l'achat d'un immeuble est caduc lorsque la vente de cet immeuble est elle-même annulée. Cela évite de rembourser un prêt qui ne sert finalement à rien acheter.

Pour le prêteur

- **1898 C.civil** : garantie des vices cachés, fonctionnement identique que pour le prêt à usage.
- En revanche, le prêteur n'est pas tenu des dépenses liées à l'entretien de la chose, même extraordinaires.
- Pour le prêt d'argent : le prêteur est soumis à une **obligation d'information**, de conseil et de mise en garde.

